

Pour une dénucléarisation de l'énergie

L'urgence climatique commande une transition énergétique urgente et radicale. L'électrification et le développement des énergies renouvelables, afin de réduire drastiquement notre dépendance aux énergies fossiles, doit s'effectuer maintenant. Le développement de la filière nucléaire va à contresens de cette orientation. D'une part, parce qu'il faudrait plusieurs années pour développer les infrastructures nucléaires. D'autre part, parce que la construction, l'entretien et les matériaux qui assurent le fonctionnement de ces infrastructures, en plus de déchets toxiques, génèrent énormément de gaz à effet de serre (GES) : transport, matériaux de construction, extraction minière des combustibles, etc.

Le développement de nouvelles infrastructures nucléaires, comme les petits réacteurs modulaires, à cause des coûts très importants qu'ils entraînent, nuit au déploiement de la filière des énergies renouvelables. De plus, les crises annoncées dues aux changements climatiques et leurs impacts catastrophiques sur la société laissent présager des pénuries de main d'œuvre qualifiées pour gérer les infrastructures et les déchets dangereux de cette industrie. Alors que des scientifiques reconnaissent qu'«il n'est pas assuré que l'humanité survive au 21^{ème} siècle»¹, un principe de précaution doit s'appliquer afin de ne pas laisser un héritage toxique aux générations qui, peut-être, nous suivront.

Il n'existe encore aucune solution durable pour l'élimination et/ou l'entreposage des déchets nucléaires. Les technologies de retraitement des déchets radioactifs sont une source très importante de pollution et posent le risque d'un détournement de l'uranium à des fins d'armement. C'est pourquoi il faut renoncer à l'importation et au retraitement de déchets nucléaires et s'assurer que ceux qui sont générés sur notre territoire soient entreposés dans des sites d'enfouissement en profondeur et sécurisés, loin des sources d'eau. Le projet de dépotoir nucléaire en surface à proximité de la rivière Outaouais à Chalk River est à ce titre une aberration. Le bassin versant de la rivière Outaouais communique avec le fleuve St-Laurent qui est la source d'eau potable d'au moins 50% de la population du Québec. L'industrie a déjà identifié les sources probables de contamination pour les catastrophes à venir si le projet devrait être concrétisé.

Les peuples autochtones ont exprimé leur refus de voir des nouvelles infrastructures nucléaires sur leur territoire, qui menacent leur santé et leurs ressources en eau et la biodiversité nécessaires à leur mode de vie traditionnel. La population de Fort Hope paie déjà lourdement, par l'augmentation des cancers au sein de sa population, sa proximité avec un site nucléaire. Le gouvernement canadien doit reconnaître et respecter les droits des peuples autochtones.

Le gouvernement canadien doit élaborer une politique de sortie planifiée de la filière nucléaire. Il faut diminuer le volume des déchets radioactifs.

¹ Claude Villeneuve (2013). *Est-il trop tard? Le point sur les changements climatiques*. Québec : Ed. MultiMondes, p. 282.

Il est impératif d'assurer une surveillance et un contrôle de l'industrie nucléaire par un organisme totalement indépendant de cette industrie.

